

TSUNAMI: des écoles comme points d'ancrage communautaires

Le programme de reconstruction d'écoles entrepris par les syndicats d'enseignants au Sri Lanka et à Aceh, avec l'appui de l'IE et l'organisation de développement néerlandaise NOVIB (Oxfam/Pays-Bas), vise non seulement à reconstruire des bâtiments scolaires, mais aussi à aider les personnes affectées par le tsunami à reprendre une vie normale.

Les écoles se trouveront au cœur de la nouvelle vie communautaire. Les syndicats locaux d'enseignants, le PGRI en Indonésie et le comité des syn-

Reconstruction en vue au Sri Lanka

Angela Wijesinghe, la présidente du comité syndical conjoint du Sri Lanka, estime que les travaux vont bientôt commencer. Les 12 écoles prévues, dont certaines pluriethniques et pluriconfessionnelles, assureront l'éducation de plus de 8.000 enfants au Sri Lanka.

Le programme IE/NOVIB a pour objectif de fournir des écoles bien équipées et accueillantes. C'est pourquoi le projet de reconstruction prévoit des cours de récréation adaptées et

A Aceh, l'IE et NOVIB ont signé un mémorandum d'accord avec les autorités de quatre districts de la province pour reconstruire une quarantaine d'écoles.

La corruption à Aceh est le principal problème auquel se heurtent les organisations donatrices. De sources officielles, près de 90% des bâtiments d'Aceh n'ont pas résisté au tsunami en raison de la mauvaise qualité des matériaux et du non-respect des normes de construction. Le coordinateur local de l'IE déplore qu'il ait fallu consacrer beaucoup de temps à trouver des architectes et entrepreneurs honnêtes.

Formation de soutien psychologique pour les enseignants

L'IE finance également une formation de soutien psychologique. La formation de 26 formateurs a commencé au Sri Lanka. Ce programme, qui est parrainé par le syndicat d'enseignants japonais, JTU, vise à former 200 enseignants au Sri Lanka et 500 enseignants à Aceh. Ce programme a été mis en oeuvre au Sri Lanka avec les ministères de l'Education et du Développement social ainsi que des psychiatres et psychologues locaux.



> L'école Al-Jayesha Vidyalaya à Oluvil, Ampara sur la côte Sud-Est du Sri Lanka

→ Les 12 écoles reconstruites par l'IE/NOVIB assureront l'éducation de plus de 8.000 enfants

dicats d'enseignants au Sri Lanka, s'assureront que la rénovation de tous les bâtiments scolaires ait recours à des personnes et des matériaux locaux afin de créer de la richesse au sein des communautés. En outre, tous les outils resteront auprès des communautés locales après la reconstruction de telle sorte que le programme contribue véritablement au développement durable de celles-ci.

des salles informatiques, des toilettes en nombre suffisant pour filles et garçons, des laboratoires et des salles informatiques, des bibliothèques, des salles de professeurs et des cantines. Ces écoles seront construites selon des normes antisismiques.



> Discussion communautaire au sujet du programme IE/NOVIB de reconstruction d'écoles au Sri Lanka

Glossaire

- ACP** pays Afrique, Caraïbes, Pacifique
- AMCP** Action mondiale contre la pauvreté (GCAP)
- AGCS** Accord général sur le commerce des services
- APD** aide publique au développement
- BIT** Bureau international du travail
- BM** Banque mondiale
- CES** Confédération européenne des syndicats
- CISL** Confédération internationale des syndicats libres
- CME** Campagne mondiale pour l'éducation
- CSME** Confédération syndicale mondiale des enseignants
- CSEE** Comité syndical européen de l'éducation
- EPT** Education Pour Tous
- FMI** Fonds monétaire international
- FSI** Fédérations syndicales internationales
- FTI** Initiative de financement accéléré (Fast Track Initiative)
- G8** Groupe des 8 pays les plus industrialisés
- GCAP** Appel pour une action mondiale contre la pauvreté
- IE** Internationale de l'Education
- ISP** Internationale des services publics
- JME** Journée mondiale des enseignants
- LGBT** Lesbiennes, Gays, Bisexuels et Transsexuels (réseau)
- NOVIB** antenne d'Oxfam aux Pays-Bas
- OCDE** Organisation de coopération et de développement économiques
- OMD** Objectifs du millénaire pour le développement
- OIT** Organisation internationale du travail
- OMC** Organisation mondiale du commerce
- ONG** Organisation non-gouvernementale
- ONU** Organisation des Nations Unies
- PAS** Programmes d'ajustement structurel
- PNB** Produit national brut
- PNUD** Programme des Nations Unies pour le développement
- PPTe** pays pauvres très endettés
- SIDA** Syndrome d'immuno-déficience acquise
- TUAC** Comité syndical consultatif auprès de l'OCDE
- UE** Union européenne
- UNESCO** Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
- VIH** Virus d'immuno-déficience humain



L'Internationale de l'Education est une organisation syndicale mondiale de personnels de l'éducation, dont les 29 millions de membres représentent tous les secteurs de l'éducation, du pré-scolaire à l'universitaire, par le biais de ses 348 organisations dans 166 pays et territoires.

Adresse: Internationale de l'Education
5, bd du Roi Albert II
1210 Bruxelles, Belgique
Tél.: +32 2 224 0611
Fax: +32 2 224 0606
headoffice@ei-ie.org
www.ei-ie.org

Editeur responsable:
Fred van Leeuwen,
Secrétaire général
Rédaction:
Dominique Marlet



MONDES DE L'ÉDUCATION



5^e Journée Mondiale des Enseignants

PRÉSIDENT DE L'IE, THULAS NXESI	2-3
ÉDUCATION POUR TOUS	4-5
SOLIDARITÉ AVEC BESLAN	6
ACTIVITÉS DE L'IE	6-7
DROITS DES PERSONNELS	8-9
NOUVELLES DES AFFILIÉS	10-11
RÉCONCILIATION DANS LES BALKANS	12
HARCÈLEMENT SEXUEL DANS LES ÉCOLES	13
CALENDRIER	14
PUBLICATIONS	14
RECHERCHE	15
RECONSTRUCTION POST-TSUNAMI	16

Journée mondiale des enseignants

La Journée mondiale des enseignants constitue l'occasion idéale pour les syndicats enseignants et les défenseurs de l'éducation de convaincre les gouvernements de consacrer les ressources financières et humaines nécessaires à une véritable éducation de qualité pour tous.

Cette année, l'IE met l'accent sur la nécessité d'octroyer la meilleure formation possible aux enseignants avant leur entrée en fonction et pendant leur carrière.

La formation des enseignants, tant initiale que continue, devrait être pleinement intégrée dans les politiques nationales d'éducation, basées sur le dialogue entre les autorités responsables de l'éducation, les institutions chargées de la formation des enseignants et les syndicats de l'éducation.

"Investir dans la formation est la clé du développement de la fonction enseignante et d'une véritable éducation de qualité pour tous", affirment les secrétaires généraux de l'IE et de la Confédération syndicale mondiale des enseignants dans une déclaration conjointe à l'occasion de la Journée mondiale des enseignants.

Nous assurer que les résolutions sont

Il y a un an, vous étiez élu président de l'IE. A l'époque, vous l'avez ressenti comme un honneur, mais aussi comme un défi. Quel est votre sentiment aujourd'hui?

Permettez-moi d'abord de saluer nos membres dans le monde. Ils sont presque 30 millions, 30 millions de personnels de l'éducation dévoués défendant le progrès social et luttant pour un meilleur avenir. Ils jouent un rôle essentiel dans le combat pour une éducation publique de qualité. Après tout, ce sont eux qui sont chargés de la dispenser.

sation et prévention. En tant qu'enseignants, en particulier dans les pays en développement, nous sommes en première ligne du combat contre la pandémie. Mais en dépit de notre détermination, nous devons intensifier nos actions pour lutter contre le VIH/SIDA. Je suis parfois frustré de voir en Afrique, par exemple, le manque d'initiatives nationales pour appliquer les programmes. Dans les pays en développement, le VIH/SIDA anéantit les progrès sociaux et éducatifs. Les syndicats doivent égale-

les gouvernements réalisent enfin que les ressources utilisées pour la formation initiale et continue des enseignants sont des investissements à long terme, et non une charge financière. La formation et le développement professionnel donnent les moyens aux enseignants de fournir un enseignement de qualité.

L'IE est en outre un ardent défenseur de l'éducation de qualité comme bien public. Nous avons souligné les dangers de la privatisation et de la commercialisation de l'éducation, qui ne

l'éducation de qualité ne verra pas le jour si l'on ne traite pas des conditions de base des travailleurs de l'éducation. Dans la plupart des pays en développement, les salaires et les conditions de travail des enseignants



Selon le président de l'IE, les alliances des syndicats d'enseignants avec d'autres représentants de la société civile sont propices à faire avancer la cause de l'éducation publique et de qualité dans le monde.

ment développer des stratégies et des structures pour soutenir et prendre soin des collègues et des

élèves malades. Nous devons faire campagne pour obtenir des traitements médicaux appropriés et défendre les droits des collègues et des élèves qui vivent avec la maladie. Nous devons dénoncer les préjugés et la stigmatisation.

Et lutter pour l'éducation publique et de qualité pour tous?

L'éducation de qualité, en particulier pour les filles et les femmes, est l'arme la plus puissante pour éradiquer la pauvreté, la maladie et la faim. L'IE soutient que l'éducation et la formation sont un investissement pour le futur. Il faut que

bénéficierait qu'aux riches et exacerberait les différences sociales.

S'il y a une volonté politique, on peut trouver l'argent. Pensez à tout l'argent dépensé dans les guerres, qui aurait dû être investi dans les écoles et l'éducation à la paix. Dans les pays en développement, l'objectif de l'Éducation Pour Tous d'ici à 2015 semble difficile à réaliser à cause du manque de fonds publics. Les enseignants se sacrifient souvent en travaillant plus et avec des classes surpeuplées. Beaucoup d'argent est détourné de l'éducation en raison de la corruption, du paiement de la dette extérieure et des politiques visant à réduire le rôle de l'État et les dépenses publiques.

sont médiocres. Il arrive parfois que les enseignants soient payés avec retard ou même doivent renoncer à leur salaire. Dans ce contexte, il est très difficile de parler d'éducation publique et de qualité pour tous.

Que peuvent faire les syndicats d'enseignants pour améliorer les conditions de travail?

Tout d'abord, les syndicats doivent développer leur capacité de négociation, non seulement sur les conditions de service, mais aussi sur les questions sociales et économiques. Les syndicats doivent élargir leurs compétences sur des problèmes complexes comme la commercialisation, sinon que feront-ils lorsqu'ils seront appelés à la table de négociations? Quant à l'IE, elle doit continuer son action auprès de la Banque mondiale afin de rester au fait de l'initiative de financement accéléré pour l'EPT.

Là où l'éducation publique dis-

L'année dernière au Brésil, les représentantes et représentants des personnels de l'éducation ont élaboré des politiques et des stratégies pour défendre l'éducation et les intérêts de la communauté enseignante. Ils ont aussi élu un candidat du Sud à la présidence. Je crois que c'est important et je remercie toutes les organisations membres de l'IE de leur soutien.

Vous avez identifié quatre priorités pour les syndicats d'enseignants: la première étant la menace du VIH/SIDA.

L'IE peut être fière des résultats de ses campagnes de sensibili-

THULAS NXESI

suivies d'actions

pose de budgets bien établis, les syndicats doivent se mobiliser pour la défendre contre ceux qui veulent la démanteler. Les syndicats d'enseignants doivent nouer des alliances avec les ONG afin d'obtenir un meilleur financement de l'aide au développement et surtout atteindre l'objectif de 0,7% du PNB pour la coopération. Ce printemps, les affiliées de l'IE ont fait partie de la coalition l'Appel mondial contre la pauvreté¹.

Vous avez aussi évoqué un nouvel ordre mondial basé sur la paix, la justice sociale, la sécurité et la défense des droits humains et syndicaux.

L'IE fait partie des forces progressistes en faveur du changement social et de la justice. L'attitude du mouvement syndical international, qui refuse de plier devant la mondialisation des entreprises, doit nous inspirer l'espoir. Tout comme l'émergence de nouveaux mouvements sociaux représentant les pauvres et les opprimés. Dans certains cas, nous pouvons nous réjouir de l'élection démocratique de gouvernements engagés en faveur de la justice sociale, comme mon propre gouvernement en Afrique du Sud. Nous ne devons pas avoir peur de soutenir ces gouvernements, mais rester vigilants aux intérêts de nos membres.

Le Congrès mondial de l'IE a placé au premier plan la paix et la sécurité dans le monde. La guerre et l'insécurité rendent inaccessibles les objectifs de l'EPT et de progrès social, comme dans certaines régions d'Afrique et du Moyen-Orient. Nous avons besoin d'institutions multilatérales fortes qui peuvent faciliter la négociation d'accords, promouvoir la bonne gouvernance et assurer l'aide aux pays dévastés. L'IE exprime clairement son rejet du terrorisme sous toutes ses formes, que ce soit un terrorisme d'Etat ou militant. L'éducation devrait instiller des valeurs de paix et apprendre aux enfants à résoudre pacifiquement les conflits.

¹ voir article pages 4-5

L'IE se prononce résolument contre les violations des droits humains, y compris les droits politiques et du travail, les droits des femmes et les droits des enfants. Les syndicalistes persécutés, les élèves discriminés, les enseignantes opprimées et tous ceux qui souffrent méritent notre aide et notre solidarité.

Votre dernière priorité concernait l'unité du mouvement enseignant.

Le 4e Congrès mondial a massivement approuvé l'intégration, au sein de l'IE, des affiliées européennes de la Confédération syndicale mondiale des enseignants.

L'IE doit se connecter avec le mouvement enseignant en Chine, au Moyen-Orient, à Cuba. Vous ne pouvez pas ignorer 10 millions d'enseignants chinois. Nous devons accepter que nous vivons dans un monde globalisé et éviter toute arrogance: ce n'est pas parce que leur idéologie est différente que nous devons les laisser dans l'isolement. Si nous voulons atteindre l'unité du mouvement enseignant, nous devons être présents dans cette partie du monde. Si les investisseurs se déplacent massivement vers la Chine, l'IE doit trouver des moyens d'entrer en communication avec les mouvements syndicaux indépendants en Chine continentale. Comment ensuite définir des relations formelles est une autre question. Mais l'IE doit nouer le dialogue.

Vous êtes un ardent défenseur des alliances avec d'autres groupes sociaux.

Oui, car, en tant que Sud-africain, je connais la puissance de l'unité avec le mouvement des étudiants et les organisations de la communauté dans la lutte contre l'Apartheid dans les années 1980. Les syndicats d'enseignants doivent s'intéresser aux questions sociales et politiques pour s'assurer que nous avons une bonne gouvernance, surtout dans les sociétés en voie de démocratisation. Les syndicats doivent faire pression sur leur

gouvernement et influencer les politiques au quotidien. Nous devons construire des alliances avec les communautés religieuses, les associations de parents, les groupes sociaux progressifs sur des intérêts communs. Nous ne pouvons pas gagner seuls la bataille de l'éducation publique et de qualité pour tous. La Campagne mondiale pour l'éducation est un bon exemple, où l'IE et les syndicats de l'éducation sont les locomotives puisque les syndicats représentent le peuple.

Il est clair que certaines ONG ne représentent qu'une poignée de militants. Mais notre vision fondamentale ne change pas: principes de solidarité, égalité, démocratie, progrès social et défense des travailleurs. Ce qui doit changer et être adapté à chaque situation, c'est notre stratégie.

Comment voyez-vous l'IE dans 10 ans?

Il faut renforcer notre voix. Tous les dirigeants syndicaux, tant sur le plan international que national, doivent ouvrir un débat organisationnel et politique pour analyser exactement où nous sommes et où nous voulons être à moyen et à long terme. Le mouvement enseignant fait également face aux défis de la mondialisation, du néolibéralisme et des attaques contre les services publics. Nous avons vu ces dernières décennies des restructurations économiques massives accompagnées d'une augmentation de nouveaux genres de travailleurs, souvent sans couverture syndicale. Parallèlement les secteurs plus anciens de l'économie (mines, agriculture, industrie) ont souffert un déclin se traduisant par un chômage en hausse et des affiliations syndicales en baisse. En tant que mouvement, nous devons nous demander si nous avons fait les changements nécessaires pour affronter ces défis.

Il est important pour nous de ne pas perdre de vue les enjeux majeurs, en tant que syndicalistes et



enseignants, afin de réaliser nos objectifs en termes de meilleures conditions et d'éducation de qualité, nous devons nous allier au mouvement plus large en faveur du progrès social.

Il faut en outre soutenir la coopération au développement. Les pays du Nord ont le devoir de soutenir leurs collègues du Sud. Je vous parle de mon expérience. Dans les années 1980 et 1990, lorsque nous construisions le premier syndicat enseignant non ra-



cial en Afrique du Sud, nous avons beaucoup compté sur la solidarité et le financement des syndicats du Nord. Nous avons créé le SADTU en 1990 grâce à ce soutien. Je suis heureux de dire que 15 ans plus tard, le syndicat est auto-suffisant. Grâce à nos 220.000 membres, nous apportons une contribution significative au mouvement syndical sud-africain et une aide à la coopération au développement dans les pays voisins. La solidarité signifie partager les connaissances, les compétences et les ressources humaines. Le Nord pourrait beaucoup apprendre des valeurs humaines du dénommé Sud.

Pour conclure, l'IE et ses organisations membres doivent s'assurer que les résolutions soient suivies d'actions. Nous ne pouvons indéfiniment voter des résolutions, nous devons surtout les mettre en oeuvre!

Audition européenne sur l'éducation

1,3 milliard d'euros est la somme consacrée par l'Union européenne dans le domaine de l'éducation pour la pé-

riennale de l'aide européenne, peu de fonds additionnels – à peine 35 millions d'euros pour deux pays, le Burkina et le Niger – ont été mobilisés pour l'initiative fast-track pour l'éducation.

éducation de qualité à tous les enfants. Le commissaire Louis Michel a reconnu que l'aide européenne représentait à la fois peu et

L'Union européenne s'est engagée à augmenter son aide publique au développement qui passera de 0,36% du produit intérieur brut actuellement à 0,56% en 2010 et à 0,7% d'ici 2015. Il en résultera un montant additionnel annuel de 20 milliards d'euros et le commissaire a souligné "qu'une part de cette manne bénéficiera évidemment à l'éducation". En parallèle, la

commission élabore une "stratégie pour l'Afrique" visant à contribuer à atteindre les OMD sur ce continent et "là encore l'éducation occupera une place centrale", a assuré le commissaire.



Commissaire européen au développement
Louis Michel



Des dizaines "d'amis" représentant les enfants privés d'éducation dans le monde ont été remis au commissaire européen au développement.

riode 2002-2007, selon les chiffres communiqués par le commissaire européen au développement et l'aide humanitaire, Louis Michel, lors d'une audition au Parlement européen organisée par l'IE et ses partenaires de la Campagne mondiale pour l'éducation.

L'audition, qui s'est tenue le 22 juin, visait à évaluer les progrès accomplis par l'Union européenne pour réaliser les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) pour l'éducation. Outre le commissaire européen et la parlementaire européenne Glennys Kinnock, le ministre de l'Éducation de base du Burkina Faso, Mathieu Ouedraogo, le responsable campagne d'ActionAid, le britannique David Archer, et la coordinatrice régionale de l'IE en Afrique, Assibi Napoe, participaient également à l'audition en tant qu'experts. Tous, au titre d'ancien enseignant, ont souligné le rôle crucial des enseignants pour contribuer à fournir une

beaucoup. Peu, car selon les propres mots de Louis Michel, "il n'y a pas d'alternative à l'éducation pour éradiquer la pauvreté [...] l'éducation est à la base de la prospérité [...] l'éducation est le ciment de la démocratie, or 800 millions ne savent ni lire ni écrire et 100 millions d'enfants ne vont pas à l'école. Ce constat est accablant et je ne peux tirer qu'une conclusion: les progrès vers les Objectifs du millénaire pour le développement pour l'éducation sont insuffisants".

Le commissaire a rappelé que dans l'aide bilatérale, ce sont les pays bénéficiaires qui décident des priorités selon le principe de l'appropriation de l'aide, or seulement 20 pays ACP ont choisi l'éducation comme priorité. En conséquence, l'aide à l'éducation dans l'aide bilatérale allouée aux pays ACP ne représente que 464 millions d'euros, soit 5,5% du total de l'aide.

En raison du manque de flexibilité de la programmation plu-



Délégation des syndicats mondiaux chez l'hôte du G8, Tony Blair

A l'occasion du G8, l'IE et ses affiliés ont prouvé qu'ils peuvent faire la différence grâce à une campagne de mobilisation en coalition avec d'autres organisations de la société civile.

Le sommet du G8 a ouvert de nouvelles perspectives en permettant un dialogue entre les dirigeants politiques et les militants contre la pauvreté des pays en développement. C'est un fait sans précédent qui permettra peut-être de mener d'autres activités dans le courant de l'année.

La question de savoir si le sommet du G8 a été un succès dépend des critères que l'on veut appliquer. Si l'on s'en tient aux précédents sommets, celui-ci représente une avancée considérable. Mais les fonds supplémentaires annoncés pour l'Education Pour Tous et d'autres objectifs du

millénaire pour le développement en Afrique sont sujets à des conditionnalités qu'il convient d'examiner de près et qui peuvent nuire à l'éducation publique. En outre, en raison de la complexité de l'accord du G8, le risque est grand que les engagements ne soient pas appliqués tels qu'annoncés.

Les experts étudient soigneusement le communiqué de façon à analyser et à comprendre l'engagement financier promis. Le Groupe de Recherche sur le G8 de l'Université de Toronto estime le total des montants promis à Gleneagles à 204,7 milliards



L'action de l'IE en faveur de l'EPT en Afrique a porté ses fruits au G8, mais les promesses seront-elles tenues?



Les syndicats d'enseignants britanniques dans la coalition antipauvreté

➤ US\$. 100 milliards US\$ proviennent d'un engagement de l'Union européenne, qui a promis de doubler l'aide extérieure d'ici 2015. 55 milliards US\$ proviennent d'un avis des ministres des Finances du G7 qui ont proposé d'annuler la dette pour les pays pauvres très endettés (PPTÉ) redevables au FMI et à la Banque mondiale, ainsi qu'au Fonds africain de développement. 17 milliards US\$ sont issus d'un accord distinct du Club de Paris relatif à la dette nigérienne. Les USA et le Japon ont annoncé qu'ils doubleraient leur aide pour l'Afrique, sous des conditions différentes, et la Russie accordera un allègement de la dette des PPTÉ sur les emprunts non-APD (aide publique au développement).

Promesses relatives à l'EPT et le VIH/SIDA

Dans leurs accords sur l'Afrique¹, les dirigeants du G8 ont montré un engagement ferme et clair de garantir "d'ici à 2015, l'accès à une éducation obligatoire, gratuite et de bonne qualité pour tous les enfants". Tout comme l'IE, les dirigeants du G8 soulignent la nécessité de conjuguer les actions en

faveur de l'EPT aux actions de lutte contre le VIH/SIDA et d'autres maladies évitables. Néanmoins, l'IE s'étonne de l'absence de référence à la lutte contre le travail des enfants.

Lors de la réunion du 28 juin avec Tony Blair, Fred van Leeuwen a souligné la nécessité de parvenir à l'EPT grâce à une éducation publique de qualité. Le communiqué du G8 ne le dit pas clairement mais les termes "gratuit" et "obligatoire" y renvoient. Cependant, pour ce qui est de l'enseignement supérieur et de la recherche, ils font référence aux "secteurs privé et public".

Les sommets ne doivent pas se borner à faire de belles déclarations d'intentions. Il faut que les pays riches cessent de fuir leurs responsabilités et respectent leurs engagements. Fred van Leeuwen, Secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation

La question de la fuite des cerveaux a également été abordée dans le document du TUAC. Le communiqué du G8 appelle "ses citoyens les plus capables, y compris les enseignants et les personnes travaillant dans le secteur de la santé à envisager un avenir à long terme sur le continent".

Conditionnalités

L'IE et la CME seront toutes deux particulièrement attentives aux conditionnalités inhérentes aux mesures annoncées. On parle beaucoup de promotion de la démocratie et de lutte contre la

corruption. Ces deux thèmes ont été mis en évidence dans la contribution du Comité syndical consultatif auprès de l'OCDE (TUAC) avec un accent particulier sur le rôle capital que jouent les syndicats dans la représentation des travailleurs des secteurs public et privé. Cependant, nous devons

être prudents quant à l'interprétation de ces concepts par les gouvernements du G8 et aux conditionnalités propres qu'ils vont imposer. Il y a également diverses références au rôle clé de la Banque mondiale, en particulier à son Initiative de financement accéléré en faveur de l'éducation et aux pays pauvres très endettés pour lesquels l'IE et la CME ont exprimé leurs craintes quant à des partis pris pour le secteur privé et quant au possible impact négatif sur les conditions de travail des enseignants.

La campagne de défense et de mobilisation de l'IE et de ses affiliées, membres clés au sein des coalitions entre syndicats et ONG, a obtenu des résultats significatifs au sommet du G8 à Gleneagles. Toutefois, les dirigeants du G8 n'ont pris aucun engagement en faveur de:

- L'abolition du travail des enfants
- La promotion d'un travail décent
- La recherche de l'équité pour les femmes
- Le financement du développement des pays pauvres hors d'Afrique.

Conclusion

Le G8 a décidé de se concentrer sur l'Afrique, mais les besoins des autres pays pauvres ne doivent pas être oubliés. C'est pourquoi les syndicats de l'éducation et leurs partenaires de la coalition doivent

non seulement poursuivre, mais aussi intensifier la mobilisation.

¹ Pour les pourparlers sur l'Afrique, les leaders du G8 ont rencontré les dirigeants d'Afrique du Sud, Algérie, Éthiopie, du Ghana, Nigéria, Sénégal et de la Tanzanie ainsi que les responsables de la Commission de l'Union africaine, du Fonds Monétaire International, des Nations Unies et de la Banque Mondiale.

L'IE soutient les familles endeuillées de Beslan

Un an après les tragiques événements survenus à l'école numéro 1 de Beslan en Russie, les familles endeuillées auront au moins un soulagement: l'éducation des enfants orphelins sera facilitée grâce à la générosité des affiliés de l'IE.

Quelques heures après le drame de Beslan où un commando terroriste et l'armée russe se sont affrontés dans une école et où plus de 300 personnes – dont 11 enseignants et 23 enfants d'enseignants – ont péri, l'IE s'est mobilisée pour venir en aide aux victimes. En quelques semaines, plus de 160.000 euros ont été versés sur un compte spécial de l'IE destiné à l'éducation des orphelins de Beslan.

Aujourd'hui, une fondation caritative a été établie afin d'administrer les sommes versées sur le compte de solidarité de l'IE. La fondation sera administrée par deux Russes: Galina Merkoulouva, la présidente du syndicat des enseignants russes (ESEUR) et

quatre administrateurs de la fondation qui autoriseront le paiement des subventions.

Cicatrices profondes

Les autorités russes prenant en charge l'éducation primaire et secondaire de la plupart des enfants, la fondation concentrera son aide sur les enfants orphelins. Ainsi, une petite fille de trois ans a perdu toute sa famille à Beslan, à l'exception de sa grand-mère. La fondation suivra également de près plusieurs enfants qui, extrêmement traumatisés par les événements, auront besoin tout au long de leur scolarité d'une aide psychologique particulière.

Nord pour s'entretenir avec les familles des enseignants décédés et se recueillir en souvenir des victimes. Le long de la route qui mène de l'aéroport à Vladikavkaz, la capitale de la république, les autorités ont établi un nouveau cime-

vaillours éducatifs se mêlent à celles des parents et des élèves. Les stèles funéraires et les croix arméniennes rappellent que toutes les communautés religieuses ont été douloureusement frappées par la tragédie.

La délégation de l'IE a rencontré des représentants de l'administration scolaire du district et de l'école. Une entrevue a ensuite eu lieu avec le Premier ministre d'Ossétie



Le sol du gymnase de l'école, où 1400 personnes ont été retenues en otage, est jonché de bouteilles rappelant que les otages ont été privés d'eau par leurs ravisseurs.



Emma Kolova, la responsable de la section de Beslan du syndicat ESEUR, ainsi que par le secrétaire général de l'IE et le coordinateur principal de l'IE pour l'Europe.

Mme Kolova identifiera les besoins éducatifs des personnes affectées par la tragédie et transmettra des recommandations qui devront être approuvées par les

Les cicatrices de la tragédie ne guériront probablement jamais pour ceux qui étaient présents lors de la prise d'otages. La plupart des enseignants et des élèves de l'école numéro 1 ont d'ailleurs choisi de rester ensemble et d'aller à l'école numéro 2 afin de se reconforter mutuellement.

En juin, une mission de l'IE s'est rendue en Ossétie du

tière qui sera officiellement inauguré le 3 septembre 2005 en présence du président de l'IE, Thulas Nxesi, qui a été invité par les autorités régionales et le syndicat des enseignants.

Communauté frappée

Dans le cimetière, la présence de nombreuses concessions abritant plusieurs membres d'une même famille des soeurs, des frères, une mère et ses enfants, une grand-mère et son petit-fils, voire six enfants d'une même famille témoigne de l'impact de la tragédie sur cette petite communauté. Les tombes des enseignants et d'autres tra-

du Nord et avec le président de la commission instituée pour organiser la distribution d'aide aux victimes. Elle a vu des représentants des enseignants de la région et rencontré des enseignants de l'école qui étaient présents durant la prise d'otages. Elle a aussi participé à une réunion des membres de l'ESEUR de la région.

"Se rendre à Beslan après cette tragédie est une expérience profondément émouvante," a expliqué Charlie Lennon, le coordinateur régional de l'IE pour l'Europe. "Il est évident que la tragédie fait toujours partie intégrante de la vie quotidienne et qu'elle le restera longtemps."

L'IE intensifie l'effort de démocratisation en Asie centrale

Pour des raisons d'instabilité politique, les séminaires de formation se sont concentrés en 2005 au Kazakhstan, mais la reprise des activités au Kirghizstan et en Ouzbékistan est à l'ordre du jour.

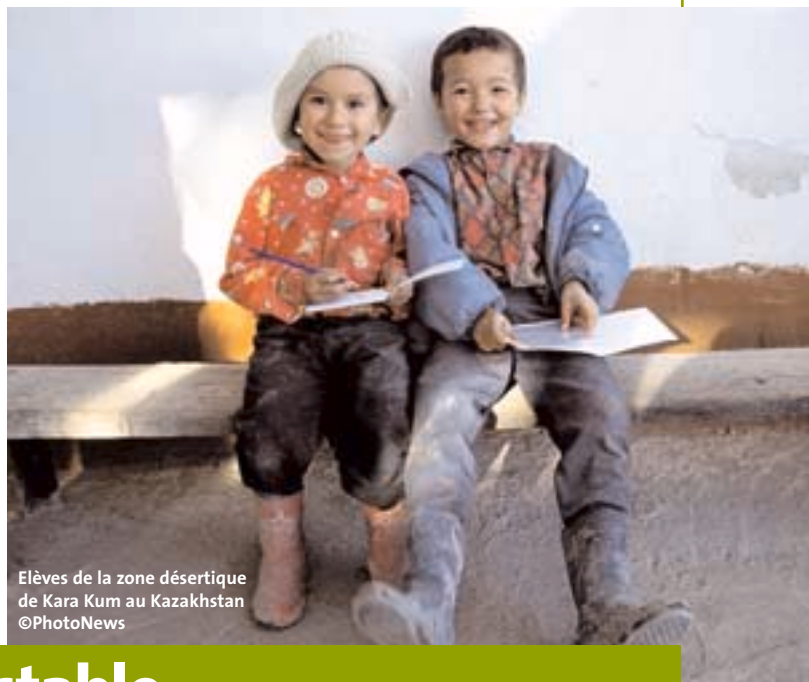
En 2005, l'IE a déjà mené deux nouveaux séminaires de formation syndicale à Almaty et à Astana, la nouvelle capitale du Kazakhstan.

Ce pays de 17 millions de personnes compte 800.000 enseignants et personnels de l'éducation. Pratiquement tous -95%- sont affiliés au syndicat membre de l'IE, le KNTUTSW, étant donné que dans le système soviétique l'affiliation était obligatoire, les syndicats servant de courroie de transmission du pouvoir.

Les séminaires destinés aux dirigeants des sections provinciales du syndicat (les Oblasts) visent à aider le syn-

dicat d'enseignants à fonctionner dans une économie de marché et un contexte démocratique.

"Les représentants du syndicat sont très réceptifs", explique Rey Dolot, le coordinateur régional de l'IE chargé des formations dans les pays STAN. "Ils constatent tous les jours l'impact de la loi du marché sur l'éducation puisque beaucoup d'écoles sont privatisées". Les dirigeants syndicaux constatent également que les



Elèves de la zone désertique de Kara Kum au Kazakhstan ©PhotoNews

➤ Région instable

En raison de la situation très volatile au Kirghizstan et en Ouzbékistan, les activités de formation de l'IE ont dû être suspendues. Une réunion est planifiée en automne avec les organisations donatrices pour envisager les modalités de reprise de la formation. L'Ouzbékistan est un pays clé de la région qui permet, via la capitale Tachkent, d'accéder à tous les autres pays d'Asie centrale. Le syndicat des enseignants du Tadjikistan est, lui, affilié à la CSME, il est donc probable qu'il deviendra membre de l'IE dans le contexte de la coopération grandissante entre les deux organisations. Par contre, ni l'IE ni la CSME n'ont encore réussi à développer des contacts fructueux avec le syndicat du Turkménistan qui est le pays le plus hermétique de la sous-région. Ce grand pays désertique d'à peine 4,5 millions d'habitants reste très isolé et est soumis à une dictature stalinienne.

DÉCLARATION AU SUJET DES ATTAQUES TERRORISTES À LONDRES

Tout comme en 2001 après New York et en 2004 après Madrid, l'IE a exprimé ses sincères condoléances aux Londoniens victimes d'une attaque terroriste destinée à causer un maximum de morts et de blessés. "Aucune cause politique, religieuse ou autre ne peut justifier une telle destruction absurde de vies humaines", a déclaré l'IE dans un communiqué.

Le syndicat national des enseignants (NUT) a également publié un communiqué soulignant le rôle des enseignant-e-s dans la "création d'un monde où le terrorisme et la pauvreté sont relégués dans l'histoire. Les enseignants savent qu'il est de leur responsabilité d'instiller les valeurs de paix et de justice. Rien ne nous empêchera de relever ce défi", a déclaré Steve Sinnot, le secrétaire général du NUT.

Au nom de ses 29 millions de membres, l'IE a exprimé ses condoléances aux proches de ceux qui ont été tués et à ses membres au Royaume-Uni.



Des représentants de l'IE, de la CISL, de la CES et du CSEE montrent leur solidarité avec les victimes des explosions à Londres.

pratiques syndicales ont changé. Désormais les adhérents demandent des services et surtout de la transparence et de l'efficacité en échange de leurs cotisations, qui continuent à être prélevées à la source.

La plupart des dirigeants provinciaux sont des femmes qui sont très affirmées. C'est d'ailleurs une femme, Mayra Amantayeva qui dirige actuellement le syndicat des enseignants affilié à l'IE. "Contrairement à d'autres pays, nous ne devons pas imposer des

quotas de participation de femmes, ou déplorer leur effacement dans les séminaires", se réjouit Rey.

Les séminaires de formation de l'IE ont commencé en 2003, avec l'appui financier de Laraforbundet Suède et de la centrale syndicale norvégienne LO. Les formations de trois jours sont dispensées par Rey Dolot en anglais avec la présence d'un interprète local.



Mayra Amantayeva, secrétaire générale du syndicat kazakh

Faire tomber les barrières

Elèves et enseignants LGBT ont légalement droit à des conditions d'apprentissage et de travail sûres. Pourtant, la réalité est bien différente. C'est pourquoi, l'IE encourage les syndicats d'enseignants à défendre le droit à l'éducation de tous les élèves dans le cadre de la campagne Education Pour Tous. Au Chili, des élèves expulsés en raison de leur orientation sexuelle ont entrepris une campagne nationale de sensibilisation.

Les systèmes scolaires nationaux traitent différemment les élèves en fonction de leur genre, statut social, origine ethnique, orientation ou identité sexuelle. Et on constate des écarts significatifs dans les résultats scolaires entre les groupes. Les programmes

le débat sur l'homosexualité. Dans le cadre d'une expérience pilote, ils se rendent dans 12 écoles: 6 municipales et 6 privées. Le public est composé d'élèves âgés entre 16 et 18 ans, de représentants d'associations de parents, d'enseignant-e-s et de spécialistes.

l'inefficacité de l'Etat et l'intolérance ne créent pas les conditions pour que la société, sans peur et préjugés, instaure des espaces libres de discrimination, comme devraient évidemment l'être les écoles", explique Jorge Pavez.

Que peuvent faire les syndicats

Ce projet bénéficie du soutien du ministre de l'Education du Chili, Sergio Bitar, qui établira un plan de travail concernant l'éducation sexuelle sur la base des lignes directrices présentées par une commission d'experts². Le ministère soutiendra l'inclusion de l'homosexualité dans les directives de toutes les écoles pour qu'on ne puisse plus jamais priver un-e élève de son droit à l'éducation sur base de son orientation sexuelle. La formation des enseignants figure aussi parmi les priorités du ministère.

Les syndicats d'enseignants doivent promouvoir et aider à élaborer des programmes scolaires visant à combattre l'intolérance et les préjugés. Ils doivent également assurer une orientation professionnelle aux enseignants dans leur travail. Certaines solutions sont complexes et peuvent même s'appuyer sur une combinaison de facteurs, comme la législation, l'éducation de qualité, des mesures proactives et l'engagement de groupes spécifiques.

En 2004, l'IE et l'Internationale des Services Publics (ISP) ont créé un Forum mondial LGBT pour épauler les syndicats et mieux défendre les droits des LGBT dans leur travail quotidien. Toute requête ou suggestion peut être adressée à lgbt@ei-ie.org.

¹ NEA Focus GLBT, 2004-2005

² Comisión de Evaluación y recomendaciones sobre educación sexual, MINEDUC, mars 2005, 140 p.

d'études se basent sur des objectifs et des normes qui omettent de reconnaître, inclure et respecter les différences. La NEA, organisation américaine affiliée à l'IE, estime que chaque jour, près de 160.000 étudiants ratent l'école par crainte d'être intimidés ou agressés par d'autres élèves¹.

Au Chili, des élèves homosexuels expulsés de différentes écoles en raison de leur orientation sexuelle ont mis sur pied une "brigade" pour promouvoir dans les écoles

Aux yeux du ministre, il est légitime que les groupes de pression défendent leurs intérêts pour autant que cela ne perturbe pas la scolarité et qu'il n'y ait pas de prosélytisme. Pour Jorge Pavez, du syndicat chilien CPC et membre du Bureau exécutif de l'IE, le gouvernement tente une ouverture timide tout en ménageant une société chilienne encore traversée par l'intolérance. *"L'existence de pouvoirs de fait,*



Lesbiennes • Gays • Bisexuels • Transgenres

Protestations

Guatemala

Les 25 et 26 juin, des inconnus ont mis à sac le siège du *Sindicato de Trabajadores de la Educación de Guatemala (STEG)*, affilié de l'IE au Guatemala. Les malfaiteurs ont emporté tout le matériel de communication et les dossiers de l'organisation. Ils ont également détruit tout le mobilier de bureau. Le bureau régional de l'IE en Amérique latine a immédiatement envoyé une lettre au président du Guatemala lui demandant d'assurer la sécurité des dirigeants syndicaux et des activités syndicales.

Macédoine

L'IE a réaffirmé son soutien à son affiliée macédonienne face au refus du gouvernement de respecter les termes des conventions collectives dans le secteur de l'éducation. "*Le rassemblement du 22 juin a été le plus grand mouvement de protestation sociale depuis l'indépendance*", a déclaré Dojcin Cvetanoski, le président du syndicat d'enseignants SONK. Des milliers de manifestants, dont des enseignants, parents et élèves, sont descendus dans les rues de Skopje, menaçant de se mettre en grève si le gouvernement n'appliquait pas l'accord signé sur les salaires et conditions de travail. "*Malgré la complexité des négociations, nous*

pensons que nous pourrons obtenir une vraie démocratie et de meilleures conditions de travail", a expliqué Dojcin.

Colombie

Le 22 juin 2005, le Congrès colombien a adopté une loi sur 'la justice et la paix', qui permet aux paramilitaires de réintégrer la société. Avec les syndicats d'enseignants colombiens, la CISL et d'autres fédérations syndicales internationales, l'IE a condamné fermement cette loi peu susceptible de garantir la paix et la réconciliation en Colombie.

Outre cette condamnation de la décision du gouvernement de voter cette loi malgré l'absence de consensus, l'IE

dénonce également les peines clémentes envisagées pour les auteurs de crimes si graves commis à grande échelle, y compris le meurtre de milliers de syndicalistes, et en particulier d'enseignants. De plus, la loi ne répond pas clairement à la question des réparations que les victimes sont en droit de recevoir. La loi est loin des recommandations de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

L'IE est un membre actif du groupe de travail sur la Colombie, coordonné par la CISL. En février 2005, l'IE, l'ISP et la CISL ont lancé la "*Campagne contre la violence à l'égard des femmes syndicalistes*".

Le recours d'EGITIM SEN auprès de l'Union européenne



L'IE fait de nouveau appel à la solidarité de ses membres pour s'opposer à la fermeture de son affiliée turque, EGITIM SEN.

Le 25 mai 2005, la Cour suprême a ordonné la dissolution d'EGITIM SEN après une longue bataille juri-

dique, estimant qu'un article des statuts du syndicat enfreignait les articles 3 et 42 de la constitution turque. L'article en question défend "*le droit de toute personne à une éducation dans sa langue maternelle et le droit de développer sa propre culture*".

Le 3 juillet 2005, lors d'un congrès extraordinaire d'EGITIM SEN, la majorité des délégués a voté en faveur de la suppression de l'article qui avait motivé le verdict de la Cour suprême. Dès lors, EGITIM SEN considère qu'il n'y a plus de motif juridique pour fermer le syndicat et que les poursuites à son encontre devraient cesser.

La communauté internationale doit donc se mobiliser

pour faire pression sur le Tribunal du travail, qui doit rendre sa décision. EGITIM SEN, le plus grand syndicat en Turquie, a présenté une requête devant la Cour européenne des droits de l'homme en vue de l'examen immédiat de cette affaire.

Entre-temps, l'IE a alerté les autorités européennes sur la situation en Turquie. Olli Rehn, commissaire européen à l'élargissement de l'UE, a promis que le prochain rapport sur la Turquie, qui devrait sortir en novembre 2005, contiendrait une évaluation complète de la situation concernant les droits syndicaux dans ce pays.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES ENSEIGNANTS CANADIENS EMPIRENT



En 4 ans, les enseignants canadiens ont constaté une augmentation des heures prestées et une dégradation des conditions de travail qui rendent de plus en plus difficile le maintien d'environnements d'apprentissage de qualité pour les élèves, d'après une étude de la Fédération ca-

nadienne des enseignantes et des enseignants (FCE), affiliée à l'IE.

Terry Price, présidente de la FCE (photo), a annoncé les principaux résultats de ce sondage lors de l'Assemblée générale annuelle du syndicat enseignant en juillet. *"Les conditions de travail du personnel enseignant créent les conditions d'apprentissage des enfants. Les enseignantes et enseignants disent travailler de plus longues heures et avoir une charge beaucoup plus lourde depuis quatre ans"*, a déploré Terry Price.

"Si nous voulons recruter et maintenir en poste des personnes qualifiées, nous devons

nous attaquer à ces questions. Les membres de la profession enseignante ont besoin de ressources et de soutien afin de bien servir tous les élèves. Faute d'efforts généralisés et soutenus pour améliorer leurs conditions de travail, ils ne pourront pas, dans bien des cas, accomplir leur mission d'aider les enfants à se réaliser pleinement", a souligné la présidente de la FCE.

Le sondage montre qu'en 2005 les enseignants travaillent en moyenne plus de 55 heures par semaine, ce qui comprend les heures de cours, les préparations, l'évaluation des élèves, l'aide individuelle, les réunions, les rencontres avec les parents

et la surveillance des élèves. En 2001, ils avaient déclaré travailler plus de 51 heures par semaine en moyenne.

51% des enseignants ont des classes plus nombreuses et seulement un enseignant sur dix s'est vu confier de plus petites classes. 74% des enseignants sondés témoignent d'une augmentation du nombre d'élèves ayant des besoins particuliers qui ont été intégrés dans les classes.

La FCE/CTF est l'association nationale de plus de 213.000 membres de la profession enseignante au Canada. Ce sondage a porté sur 1.103 membres de la profession dans chaque province et territoire.

ZAMBIE: LE GOUVERNEMENT DOIT DES MILLIONS AUX ENSEIGNANTS

Selon le syndicat Zambia National Union of Teachers (ZNUT), le gouvernement doit aux personnels enseignants 9,2 millions d'euros d'arriérés d'allocations de logement.

Le secrétaire général du ZNUT, Roy Mwaba (photo) a écrit au ministre des Finances zambien, Ng'andu Magande, pour demander au gouvernement de s'engager à verser les 52 milliards de kwachas. *"Nous sommes dans*

une année politique délicate. Notre but n'est pas de faire la grève, nous voulons éviter tout malentendu, mais d'après nos calculs, les arriérés d'allocations de logement s'élèvent à 52 milliards de kwachas, et certains enseignants ne sont plus en mesure de payer leur loyer", souligne Roy Mwaba.

Rien que dans la province de Copperbelt, les arriérés sont de 28 milliards de kwacha, or le gouvernement n'a octroyé que 2 milliards à cette province. *"Les en-*

seignants sont en colère car ils n'ont reçu chacun que 65.000 kwachas alors qu'on leur doit 5 millions à chacun", signale le syndicaliste, qui rappelle que le gouvernement a promis aux enseignants que leurs salaires seraient réajustés à la hausse, mais que rien n'a été fait dans ce sens.

Le non-paiement des allocations de logement des enseignants zambiens est un problème récurrent. En septembre 2004, le



Secrétaire général du ZNUT, Roy Mwaba

ZNUT avait déjà lancé une action de grève suite au non-paiement des allocations de logement depuis avril 2002.

TONGA: GRÈVE DU SECTEUR PUBLIC



> Cette grève va au-delà des salaires, explique le coordinateur régional principal de l'IE, Aloysius Mathews.

L'affiliée tongane Friendly Island Teachers Association est à la tête d'une longue grève des fonctionnaires sur cette île du Pacifique. Les 3000 fonctionnaires de Tonga, dont 1.400 enseignants, sont entrés en grève lorsque les hauts fonctionnaires du gouvernement ont reçu des augmentations de salaires allant jusqu'à 80% alors que les fonctionnaires, dont les moins rémunérés ne gagnent que 47 dollars par semaine, n'ont été augmentés que d'1%.

"Cette grève va au-delà des sa-

lares, le peuple proteste contre l'écart grandissant entre riches et pauvres. La tension monte, les gens ont les nerfs à vif", explique le coordinateur régional principal de l'IE, Aloysius Mathews. Le représentant de l'IE, Govind Singh, s'est rendu en août à Tonga pour rencontrer des représentants syndicaux.

Malheureusement, il s'est vu refuser une audience auprès des ministres compétents.

Les grévistes ont revu leurs revendications, mais le gouvernement fait toujours la sourde oreille. Le gouvernement ayant

même rejeté la proposition du SPOCTU, le Conseil syndical du sud du Pacifique, de jouer le rôle de médiateur dans ce conflit.

Tonga est un régime monarchique et c'est le roi qui désigne les ministres et 9 nobles comme membres du parlement. Neuf autres parlementaires sont élus par le peuple mais leur nomination est soumise à l'approbation du cabinet. Le Premier ministre, désigné par le roi, est le propre fils de celui-ci.

DES AFFILIES

NAMIBIE: LE COMPTE À REBOURS A COMMENCÉ

La décision gouvernementale de payer davantage les jeunes diplômés que les enseignants expérimentés a suscité la colère des personnels enseignants. D'après la secrétaire générale de NANTU, Miriam Hamutenya, cette situation a provoqué la démission de nombreux enseignants qualifiés. La patience

des membres de NANTU a atteint ses limites.

En juin, le NANTU avait donné un ultimatum au gouvernement: réformer les nouvelles dispositions discriminatoires ou affronter la mobilisation des enseignants. Au 15 août, le gouvernement ne s'était toujours pas prononcé.



Miriam Hamutenya déplore que les enseignants fraîchement nommés soient placés dans des catégories barémiques plus élevées que leurs collègues plus expérimentés. Dans ce contexte, plusieurs enseignants ont déjà démissionné pour ensuite réintégrer leur fonction dans une catégorie plus élevée.

Il semble que le gouvernement avait eu l'intention d'augmenter les salaires, mais

qu'il a dû abandonner ce projet après avoir constaté que ces coûts supplémentaires n'avaient pas été prévu dans le budget.

La secrétaire générale du NANTU a appelé les antennes locales du syndicat dans les écoles à envisager des actions appropriées si le gouvernement ne répondait pas à l'ultimatum des enseignants.

AUSTRALIE: POLITIQUE RÉTROGRADE

Le mouvement syndical australien est confronté à une déferlante de lois antisyndicales soutenues par le gouvernement conservateur de ce pays.

"Les travailleurs ne peuvent être traités comme des marchandises", s'est exclamée la présidente de la CISL, et ancienne vice-présidente de l'IE, l'Australienne Sharan Burrow, devant 250.000 personnes rassemblées lors d'une mobilisation le 1er juillet.

Les plans du gouvernement fédéral visant à supprimer la protection contre le licenciement abusif pour la plupart des travailleurs imposent des restrictions à l'organisation syndicale et aux droits de négociation collective, poussant les salariés vers des contrats d'emploi individuels et affaiblissant les mécanismes permettant de fixer des salaires minimum. L'OIT a déjà critiqué les mesures antisyndicales introduites par le gouvernement conservateur de John Howard.

Le syndicat Australian Education Union, affilié à l'IE, a soutenu la Semaine d'action en faveur des droits des travailleurs, organisée par la centrale syndicale australienne ACTU.

Angelo Gavrielatos, président fédéral par intérim de l'AEU, qui compte 169.000 membres, affirme: "Les élèves australiens méritent un système d'éducation publique et de qualité, dont le financement soit garanti et non soumis à une législation qui nuit aux conditions de travail des enseignants". Il ajoute: "Les enseignants ne se sentent pas respectés par les autorités. Le gouvernement Howard est actuellement confronté à une pénurie significative d'enseignants".

M. Gavrielatos souligne que, "plutôt que d'investir dans la profession enseignante, les mesures du gouvernement ne visent qu'à affaiblir les conditions de travail des personnels et la collégialité dans les écoles et les universités".

BURUNDI: PROMESSES NON TENUES

Les personnels enseignants burundais se sont mis en grève en juin après le nouveau refus du gouvernement d'appliquer un accord, pourtant dûment approuvé, prévoyant de meilleures conditions de travail et de salaire. C'est la deuxième fois depuis 2002 que le gouvernement ne respecte pas ses engagements à l'égard des enseignants.

Le dernier contentieux concerne le refus du gouvernement de mettre en vigueur une partie d'une

ordonnance ministérielle signée le 17 juin 2002 assurant de meilleures conditions de travail et de rémunération.

A la suite d'une grève menée par le syndicat d'enseignants STEB, un nouvel accord a été conclu le 31 janvier 2005. Le retard dans l'application de ce nouvel accord s'est déjà traduit par 17 millions de francs de perte pour les enseignants burundais.

L'IE a condamné le gouvernement burundais et soutient son affilié, le Syndicat des travailleurs de l'enseignement du Burundi (STEB).

ROYAUME-UNI: GARANTIE D'EMPLOI POUR LES JEUNES DIPLÔMÉS

Le gouvernement britannique a été interpellé par le syndicat NASUWT afin de faciliter l'intégration sur le marché de l'emploi des enseignants nouvellement diplômés.

Le secrétaire général de NASUWT, Chris Keates, a déploré le fait que de nombreux étudiants renoncent à cette profession devant l'impossibilité de trouver un emploi dans certaines régions du Royaume-Uni.

M. Keates fait remarquer qu'en Ecosse, les jeunes enseignants bénéficient de la garantie d'un emploi dans les douze mois qui suivent leur certification, pour leur assurer un début de carrière stable et motivant. "Cette approche devrait être adoptée à travers tout le Royaume-Uni. Ceci assurerait une utilisation judicieuse de l'argent public investi dans la formation des enseignants, mais agirait également comme incitant auprès de jeunes hautement qualifiés et susceptibles d'envisager une carrière d'enseignant", conseille Chris Keates.

Le NASUWT formulera officiellement cette proposition au cours des discussions avec le gouvernement sur le programme "Professionalisme renouvelé" prévu pour cet automne.

BALKANS

Exemples concrets de réconciliation



L'ouverture prochaine d'un centre syndical multi-ethnique au Kosovo est l'aboutissement de longues années de travail syndical de rapprochement des communautés albanaise et serbe. L'IE coordonne également un programme de réconciliation à Vukovar en Croatie.

Au Kosovo, l'IE travaille avec deux syndicats d'enseignants: le SBASHK qui regroupe les enseignants des communautés albanaise, turque et bosniaque du Kosovo, et le SOK, qui est l'antenne kosovare du syndicat serbe des enseignants. Le SOK représente les enseignants des enclaves serbes du Kosovo.

Depuis 1999, en coopération avec les syndicats AOb Pays-Bas et UtdanningsForbundet Norvège, l'IE continue à aider le SBASHK à se développer et a fourni au syndicat SOK des outils de communication qui ont contribué à rassembler les enseignants des enclaves serbes et à les sortir de l'isolation imposée par le contexte politique de la région.

Les objectifs du programme syndical de coopération étaient d'aider les syndicats à développer leurs compétences organisationnelles et de leur donner les moyens de promouvoir le droit à l'éducation.

Centre syndical multi-ethnique

"L'ouverture d'un centre qui organisera des formations syndicales bilingues est une victoire de la tolérance", s'exclame Nicolas Richards, coordinateur de l'IE en charge de la coopération au développement. Engagé aux côtés d'autres responsables syndicaux de la coopération au développement, comme André Dumont d'AOb Pays Bas, Nicolas est fier du chemin parcouru par

les militants serbes et albanais du Kosovo. La méfiance était grande et les rancœurs tenaces. Aujourd'hui, le dialogue entre enseignants est instauré.

Le centre de formation, dont la localisation n'est pas encore déterminée, inclura d'autres minorités comme les Serbes musulmans du Kosovo (appelés les "Goranis"), les roms et les "Égyptiens". Le centre multiethnique est soutenu financièrement par l'IE et l'AOb Pays Bas.

Programme de réconciliation à Vukovar en Croatie

Après la guerre du début des années 1990, les relations entre communautés serbe et croate sont longtemps demeurées tendues. En association avec la GEW d'Allemagne et l'AOb des Pays-Bas, l'IE a coopéré avec la Confédération européenne des syndicats (CES) à l'organisation de séminaires dans la région de Vukovar, ville martyre croate assiégée en 1991.

Une vingtaine d'enseignants croates et serbes à part égale, se réunissent depuis 2002 au centre de la paix d'Osijek. Pendant trois week-ends par an ils élaborent ensemble des modules sur lesquels ils pourront travailler avec les élèves et les communautés scolaires. L'objectif de ces séminaires était de prouver qu'il était possible de vivre ensemble tout en défendant les droits des minorités de la région.

Ce projet pilote fut un réel succès.

Depuis quelques mois, la branche du Missouri du syndicat américain NEA "parraine" une école interethnique du Kosovo. Après plusieurs consultations, l'IE a proposé que le programme porte sur l'école primaire Fazli Graicevci (en albanaise ou Dositele Obradovic en serbe) dans le village de Palaj (Vodice en serbe), à quelques km de la capitale Prishtina.

"Les militants de la NEA Missouri tenaient à soutenir des enseignants albanais et serbes qui enseignaient ensemble", explique Joanne Eide, du dépt international de la NEA. La plupart du temps, les écoles sont partagées, les élèves et enseignants n'utilisent pas les mêmes locaux, ou alors à des créneaux horaires différents.

Cette école est fréquentée depuis 1999 par plus de 300 élèves de trois communautés: albanaise, égyptienne et serbe. Les 48 enseignants participent tous au projet de parrainage qui vise à doter l'école d'un centre de documentation commun.

Elèves et enseignants se sont investis dans ce projet qui a débuté avec l'achat de l'infrastructure (étagères, tables, chaises) et le choix de livres pour toutes les communautés. Les deux syndicats d'enseignants, SBASHK et SOK, sont très enthousiasmés par ce projet qui montre concrètement en quoi consiste le processus de réconciliation.

"L'IE est très fière d'avoir pu aider à concrétiser cette belle idée des enseignants du Missouri. Ce projet permet d'établir des ponts entre communautés", explique Nicolas Richards, coordinateur de l'IE à la coopération au développement.



► Le président du SBASHK, Ali Shabaji, avec le secrétaire international de l'AOb, André Dumont, et une interprète devant le siège du SBASHK à Pristina.

Lutter contre le harcèlement sexuel en milieu scolaire

La question délicate des relations enseignants/élèves a été soulevée lors d'un séminaire régional du programme SIDA/Education Pour Tous de l'IE. Les syndicats sont d'accord que seule une attitude de tolérance zéro est viable.

D'autant que cette question menace l'image de marque et la crédibilité de la profession enseignante. L'IE encourage donc ses affiliés à condamner clairement ces faits publiquement. En mars dernier, la Centrale des syndicats de Québec (CSQ) a organisé au Gabon un séminaire spécifique sur le harcèlement sexuel. Témoignage de Luc Allaire de la CSQ.



► La secrétaire générale du SENA, Christiane Bitougat, la présidente de l'Observatoire des droits de la femme, Honorine Nzet Biteghe, et la présidente du Comité des femmes du SENA, Léa Mefane, au séminaire de formation syndicale sur le harcèlement sexuel de la CSQ.

L'idée d'organiser en avril une formation sur le harcèlement en milieu scolaire avait été suggérée à la CSQ par le Comité des femmes du syndicat de l'éducation nationale (SENA) qui estimait que le harcèlement sexuel entachait les relations entre collègues, entre enseignantes et directeurs d'établissement de même qu'entre profs et élèves.

En reportage dans le pays, Luc Allaire a pu s'entretenir avec des élèves de terminale du lycée Joseph-Ambouroué-Avaro à Port-Gentil. Les garçons, et quelques filles, affirment haut et fort que le harcèlement sexuel se fait dans les deux sens. "Souvent, ce sont les filles qui provoquent les hommes en s'habillant sexy", lance un étudiant. "Les professeurs sont aussi des hommes, les filles utilisent leurs atouts pour obtenir de meilleures notes", renchérit son copain. Un troisième commentaire crûment: "L'an dernier, le professeur de maths devait taper dans ses mains pendant son cours pour que les filles en minijupe ferment leurs jambes."

"Nous n'y sommes pour rien", tranche une étudiante: "Le harcèlement sexuel commence par les professeurs, et il se produit

même lorsque nous portons notre uniforme. Si une fille a une moyenne faible, le prof va aller la voir et lui dira comment elle peut augmenter sa note. Même les filles qui ne sont pas nulles à l'école sont harcelées."

Pour Yolande Bilouka, vice-présidente du SENA, les choses sont claires: "Le statut d'enseignant nous interdit d'avoir des relations avec les élèves. Si une élève tente de séduire son professeur, celui-ci doit adopter un comportement responsable et agir en bon père de famille. L'habillement d'une élève ne justifie pas qu'il lui saute dessus. Si une élève se comporte mal, il doit la remettre à sa place. Si elle persiste, il doit s'adresser à l'administration qui décidera si une rencontre avec les parents est nécessaire pour signaler ce comportement."

Plusieurs enseignants reconnaissent que le harcèlement sexuel est très répandu dans les écoles. "Dans les pays occidentaux, la justice s'en mêle, affirme Raymond D'Engozoo, professeur de biologie. Mais pas ici, il n'y a pas de loi et certains profs considèrent qu'ils ont un droit de cuissage sur leurs élèves."

Pour M. Abdoul, professeur de

français, l'Etat porte une responsabilité: "Lorsqu'on envoie un jeune professeur stagiaire dans un internat de 240 jeunes filles, que ce professeur loge dans l'internat, qu'il est sans salaire, qu'il n'y a aucune surveillance de la part de la direction ni des parents d'élèves, comment s'étonner que ce jeune prof hésite entre les avances d'une élève et son bic rouge?"

La question des salaires joue aussi un rôle. M. Abdoul explique qu'il s'est syndiqué parce qu'il n'avait pas été rémunéré pendant ses trois premières années d'enseignement. Cette pratique, courante au Gabon pour les jeunes enseignants, pousse certains à offrir des cours privés aux

sensibilisation et d'éducation menées par les enseignants, par des organismes non gouvernementaux et par le ministère de la Santé qui a développé un programme national de lutte avec ONUSIDA. Ainsi, des centres de traitement ambulatoires ont été implantés dans plusieurs régions, où l'on offre du dépistage et des programmes de thérapie abordables pour la population.

Le séminaire de formation offert par la CSQ a débouché sur la proposition d'un plan d'action qui sera débattu au congrès du SENA. De nombreux moyens ont été suggérés pour réduire le harcèlement sexuel: création de cellules d'écoute, organisa-

Le phénomène est si répandu dans les lycées que l'abréviation MST fait désormais référence à "moyenne sexuellement transmissible".

élèves en difficulté. Les parents paient les cours des garçons, mais de nombreux parents disent à leur fille de se débrouiller...

La pandémie du sida, qui touche 10% de la population à Port-Gentil, souligne l'urgence de lutter contre le harcèlement sexuel. "On note un léger fléchissement de la progression du SIDA", remarque Yolande Bilouka, qui est aussi responsable du programme de lutte contre le sida au SENA. Cette amélioration est le fruit des nombreuses campagnes de

tion de débats, adoption d'un code d'éthique, pressions sur le gouvernement en vue de l'adoption d'une loi, etc. La présidente du Comité des femmes du SENA, Léa Mefane, est consciente que le syndicat doit travailler en collaboration, notamment avec la direction des écoles, les ministères de l'Éducation et de la Famille et les associations de parents d'élèves. Et le SENA sait qu'il peut compter sur l'appui de la CSQ et de l'IE.

PUBLICATIONS

L'éducation est la clé de la prospérité

Profitant de l'effervescence de la campagne mondiale contre la pauvreté à la veille du G8, le Fonds monétaire international (FMI) a publié un rapport remettant en question l'utilité de l'aide financière au développement. L'argument développé par le FMI était que l'aide financière ne stimule pas la croissance économique.

Pour l'IE, il est évident que l'aide financière n'est pas une fin en soi, ce qui est important c'est ce que les gouvernants en font et comment ils la dépensent. L'aide financière peut passer dans des Fi6, des comptes bancaires en Suisse ou être investie dans la formation et le salaire des enseignants et la construction d'écoles.

Investir dans une éducation publique de qualité, accessible à tous – garçons et filles, riches et pauvres, des villes et des campagnes – est la clé de la prospérité pour tous les pays. De nombreuses études et statistiques illustrent le lien entre un

niveau de scolarisation accru, surtout au niveau secondaire, à la croissance en termes économiques et de productivité.

Dans les pays industrialisés, la scolarité moyenne est de 15,9 années, contre 7,1 en Afrique sub-saharienne. Tous les pays industrialisés ont un réseau performant et universel de formation professionnelle et secondaire. Pourquoi n'en serait-il pas de même en Afrique? Dans les pays industrialisés, 90% des élèves s'inscrivent à l'école secondaire, contre seulement 21% en Afrique sub-saharienne. Dans les pays industrialisés, 55% des élèves s'inscrivent dans l'enseignement supérieur, contre seulement 2,5% en Afrique sub-saharienne.

Investir dans le capital humain

L'IE insiste particulièrement sur le développement de la qualité de l'éducation, et pas uniquement sur la quantité. Hors, la majorité de l'aide au développement réservée à l'éducation est destinée à l'école primaire afin

de gonfler les inscriptions scolaires.

"Il devient évident pour tous les pays que l'accent doit être mis sur la qualité. Sur une éducation de qualité accessible à tous et toutes", a rappelé la coordinatrice régionale de l'IE en Afrique, Assibi Napoe, lors d'une audition au Parlement européen (voir pages 4-5).

Une grande majorité de l'aide au développement est investie dans l'éducation de base. Or on constate un taux important de décrochage scolaire en 5e année. Presque la moitié des élèves inscrits en première année ne passent pas en 6e. Les études mettent en exergue une multitude de facteurs, mais notamment que les études ne sont pas forcément pertinentes et ne répondent pas au sacrifice consenti par les parents pauvres qui envoient leurs enfants à l'école.

Aide peu coordonnée et à court terme

Une des raisons pour laquelle

l'aide au développement ne semble pas toujours efficace est qu'elle est trop peu importante et surtout mal coordonnée. Selon ActionAid, 80% de l'aide à l'éducation revient au pays donateur car il s'agit essentiellement de coopération technique.

L'aide est également attribuée à très court terme. L'objectif d'Education Pour Tous d'ici 2015 devrait permettre aux gouvernements de planifier, par exemple l'engagement d'enseignants. Ce n'est pas le cas car quel gouvernement va se permettre d'employer plus d'enseignants lorsqu'il sait que le financement qu'il reçoit n'est disponible que pour 2 ou 3 ans?

Des investissements dans une éducation publique de qualité accessible à tous est le meilleur investissement dans le capital humain car une population bien éduquée se traduit par une croissance économique plus rapide.

calendrier

33 ^e conférence générale de l'UNESCO – Paris, France	3-21 oct
JOURNÉE MONDIALE DES ENSEIGNANTS	5 OCT
Table ronde paneuropéenne pour l'Europe centrale et de l'Est – Belgrade, Serbie	6-9 oct
Conférence VIH/SIDA/EPT – Utrecht, Pays-Bas	7-8 oct
Table ronde paneuropéenne sur la formation tout au long de la vie – Bruxelles, Belgique	17 oct
Conférence paneuropéenne sur l'éducation de la petite enfance – Sofia, Bulgarie	24-25 oct
Bureau IE/CSEE – Bruxelles, Belgique	3 nov
115 ^e réunion plénière du TUAC – Paris, France	3-4 nov
Comités de liaison TUAC/OCDE – Paris, France	4 nov
Réunion de coordination de l'IE (siège et régions) – Bruxelles, Belgique	7-9 nov
Réunion annuelle de coopération au développement de l'IE – Bruxelles, Belgique	10-11 nov
Table ronde paneuropéenne IE/CSEE sur l'égalité des chances – Prague, Tchéquie	14-15 nov
Groupe de travail TUAC sur l'éducation, la formation et l'emploi – Paris, France	22-23 nov
Conférence sur l'éducation des peuples autochtones – Aotearoa, Nouvelle-Zélande	27 nov-1er déc
Groupe de haut niveau sur l'Education Pour Tous – Beijing, Chine	28-30 nov
Comité paneuropéen IE/Bureau exécutif du CSEE – Luxembourg	6-7 déc
Comité de l'OCDE sur l'éducation – Paris, France	7-8 déc
5 ^e Conférence internationale de l'IE sur l'enseignement supérieur et la recherche – Melbourne, Australie	7-9 déc
JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS HUMAINS	10 DÉC
6 ^e Conférence ministérielle de l'OMC – Hong Kong	13-18 déc

La recherche syndicale met l'accent sur les enseignants

La recherche indépendante sur les questions d'éducation reste un domaine à explorer par de nombreuses affiliées de l'IE. Or, pour les syndicats d'enseignants qui ont investi dans cette voie, elle s'est avérée être un outil déterminant lors des discussions avec le gouvernement sur les meilleurs moyens de garantir l'éducation de qualité. La recherche indépendante fournit aux syndicats des données prouvées scientifiquement, qui peuvent appuyer leurs revendications. Le syndicat Tanzania Teachers' Union (TTU) a récemment mené une étude sur les conditions de vie et de travail des personnels enseignants en Tanzanie. Les résultats de cette étude ont permis au syndicat d'élargir le débat national, qui était cantonné à l'augmentation des inscriptions dans l'enseignement primaire, afin d'évoquer les meilleurs moyens d'atteindre une éducation de qualité dans le pays.

La gratuité de l'éducation primaire, instaurée en 2002, a conduit à une hausse spectaculaire des inscriptions. La Tanzanie a réalisé des progrès majeurs dans l'accès à l'éducation. Il est prévu que, d'ici à 2006, tous les enfants en âge scolaire seront inscrits dans une école primaire.

Quid de l'impact sur les enseignants?

L'action du gouvernement tanzanien a reçu les plus grands éloges sur le plan tant national qu'international. La ministre norvégienne de la Coopération au développement a publiquement félicité le gouvernement tanzanien pour avoir rendu l'éducation plus accessible.

Pourtant, ceux qui ont salué les réalisations de la Tanzanie n'ont fait aucun commentaire sur l'impact que le programme gouvernemental a eu sur les personnels enseignants ou sur la qualité de l'éducation dispensée aux nouveaux élèves. La quantité a pris le pas sur la qualité. Et c'est la quantité, et non la qualité, qui a été la préoccupation du gouvernement tanzanien et des autorités internationales.

Les travaux de recherche du TTU décrivent une réalité bien éloignée de l'image positive véhiculée par les autorités tanzaniennes. Ils montrent clairement la situation désastreuse du corps enseignant et la mauvaise qualité de l'éducation.

L'étude déplore les bas salaires, les lourdes charges de travail et un manque de respect envers la profession enseignante, qui étaient insoupçonnés jusqu'alors dans la société tanzanienne. Il ressort qu'en ignorant les besoins des enseignants, les autorités éducatives provoquent la détérioration de la qualité de l'éducation.

Ted Mhagama, haut représentant du ministère de l'Éducation, reconnaît que les salaires des enseignants ne sont pas à la hauteur d'autres professions. Les comptables, cadres de banque, médecins et avocats gagnent jusqu'à 4000 US\$ par mois. Le contraste est saisissant avec les enseignants du secondaire qui ne gagnent quelque 150 US\$ par mois et les instituteurs dont le salaire mensuel n'atteint même pas les 80 US\$.

Déclin du statut de l'enseignant

L'étude révèle également que l'enseignement est le "dernier recours" pour de nombreuses personnes qui optent pour cette profession. Cette attitude représente un changement majeur dans la société tanzanienne car en 1990, une étude indiquait que beaucoup d'enseignants avaient choisi cette profession "pour construire la nation".

L'étude du TTU indique que "plus de 40% des enseignants

C'est la quantité, et non la qualité, qui a été la préoccupation du gouvernement tanzanien.

affirment qu'ils ne conseilleraient pas à leurs enfants de prendre la relève". Bon nombre d'entre eux avouent qu'ils sont devenus enseignants après avoir tenté en vain de trouver un emploi dans d'autres secteurs.

Le manque de qualifications de nombreux instituteurs est extrêmement préoccupant. Près de la moitié des instituteurs n'ont pas une formation officielle supérieure à celle de leurs propres élèves. La formation continue est particulièrement cruciale mais, d'après l'étude, rien n'est fait pour développer et faire avancer la carrière professionnelle des enseignants.

Les recherches portent aussi sur le lien important entre les objectifs de l'Éducation Pour Tous et l'impact du VIH/SIDA sur l'éducation et l'apprentissage.

Un enseignant constate: "Le



VIH/SIDA nous a apporté beaucoup de problèmes. Si un enseignant s'absente pour une longue durée, ses cours sont attribués aux autres, créant ainsi une surcharge de travail. Une autre précise: "Nous avons dans cette école plus de 100 élèves orphelins. Ils ont non seulement besoin d'aide matérielle, mais aussi d'affection. J'essaie de faire

de mon mieux, mais ce n'est pas toujours possible".

Le manque de logements, les retards dans les paiements de salaires et les déplacements viennent encore s'ajouter aux difficultés rencontrées par les personnels tanzaniens. Le récent Congrès du TTU a examiné en profondeur les meilleurs moyens de surmonter ces défis et de mettre en place une série d'initiatives.

Cette importante étude a permis au TTU de placer des questions fondamentales au cœur du débat public. Elle a fait progresser le TTU et prouve de façon éclatante à toutes les affiliées de l'IE l'importance de réaliser des recherches indépendantes.

Pour télécharger un exemplaire de cette étude, veuillez consulter: www.hakielimu.org